

Kyoto devait mourir 05 juin 2011 par Michel Pruneau

Dans un éditorial intitulé « [Kyoto est mort](#) » François Cardinal propose une réflexion post-mortem qui fait apparaître le protocole de Kyoto comme une grande occasion manquée pour la communauté internationale. Dans la pensée actuelle, les bonnes intentions qui ont donné naissance à ce protocole écologiste sont en effet considérées comme l'expression d'une volonté presque sacrée qui aurait conduit à un nouvel équilibre entre l'humanité et la nature.

Pourtant, en analysant les applications de ce projet politique, le protocole de Kyoto devrait plutôt être considéré comme un rêve qui serait rapidement devenu un cauchemar pour l'humanité. C'est en raison de nombreuses inconséquences au plan économique et social qu'un consensus démocratique aura finalement été plus fort que le prétendu consensus scientifique. Ce résultat est sain pour plusieurs raisons.

Au plan pratique, alors que l'humanité comptera neuf milliards de personnes en 2050, comment aurait-il été possible d'imposer politiquement une diminution des émissions de gaz à effet de serre de 5% en nous référant aux émissions mondiales de 1990? D'ailleurs, les seuls pays qui y sont parvenus sont les pays de l'ex-Union soviétique dont l'économie s'est littéralement effondrée. Pour réaliser la vision de Kyoto, aurait-il fallu orchestrer un effondrement économique global de l'humanité? À cet égard, l'économiste écologiste Bjorn Lomborg nous rappelle que l'application du protocole de Kyoto aurait coûté au moins 150 milliards de dollars par année pour retarder d'environ six années les prédictions que le GIEC a prévu pour la fin du présent siècle. De ce point de vu, Kyoto était à la fois irréaliste, coûteux et absolument inefficace.

D'un point de vu humaniste, comment aurait-il été possible de mettre en œuvre un accord politique qui limitait ouvertement le développement économique et social des pays les plus pauvres de la Terre? Pour y parvenir, les démocraties auraient été dans l'obligation d'adhérer à un Nouvel Ordre Mondial en cédant une partie de leur souveraineté au profit d'une instance internationale dominée par une idéologie écolo-socialiste. Cette hasardeuse aventure aurait limité la croissance des pays riches tout en maintenant les pays pauvres ou émergents dans un état de mendicité structurelle. À moyen terme, il aurait également fallu entrer dans une logique de guerre pour empêcher des pays comme la Chine, le Brésil et l'Inde de prendre en main leur développement en émettant des gaz à effet de serre, comme nous l'avons fait en Occident. Puisque nous nous sommes développés sur ce modèle, cette position politique était intenable et ne pouvait que conduire à l'échec.

Par ailleurs, si le protocole de Kyoto est mort, faudra-t-il encore regretter longtemps sa logique de fin du monde qui s'est inscrite dans l'esprit de nos concitoyens? Nous avons maintenant du mal à considérer le moindre projet de développement autrement que comme une agression supplémentaire contre la planète. Si Kyoto est mort, il faut également mettre à mort cette idée toxique que la Terre est menacée par l'humanité. C'est l'être humain qui a fait de la Terre un lieu habitable et nous devons recommencer à penser que nous pouvons relever les défis de l'avenir, comme nos ancêtres l'ont fait au cours de l'évolution.

Bien sûr, il est souhaitable de polluer le moins possible notre environnement, mais cette valeur ne sera respectée que par le développement technologique, économique et social de la communauté internationale. C'est dans cette seule perspective que pourra s'opérer une transition rationnelle vers les énergies renouvelables qui n'ont pas encore démontré leur efficacité et leur rentabilité pour répondre aux besoins de l'ensemble de l'humanité. En ce sens, développement et qualité de l'environnement sont les deux faces d'une même pièce... de monnaie.

Kyoto est mort! Vive le débat scientifique et démocratique!